



C.T.S.D. du 7 septembre 2012

La rentrée 2012 a été organisée par le précédent Gouvernement dans une logique implacable de restriction budgétaire et de casse du Service Public. Ce n'est donc une surprise pour personne, elle n'a guère été plus facile que les précédentes. Et ce malgré la création en urgence, au plan national, de 1000 postes dans les écoles, de 280 dans le Second Degré, de 2 000 AED et 1 500 AVSI supplémentaires, de 500 assistants de prévention et de sécurité et de 12 000 contrats aidés.

L'académie de Montpellier a bénéficié de ces mesures avec notamment 35 postes 1er Degré (dont 1 pour la **Lozère**), mais aussi des contrats aidés, des emplois d'AED-assistants de scolarisation, d'AED AVS-i et d'AED Vie Scolaire en EPLE.

Notre département a donc reçu un emploi 1er Degré supplémentaire, (mais a « perdu » 1 PES) ainsi qu'une dotation de 64 contrats aidés, tous « emplois » confondus ... et si les très rares informations communiquées sont exactes.

Le ton et la méthode ont donc changé depuis mai dernier. L'École de la République n'est plus présentée comme un fardeau coûteux mais comme un nécessaire investissement de la Nation. Les Personnels ne sont plus renvoyés au rang de simples exécutants, corvéables, mais appréciés comme des professionnels reconnus. Ce passage de la tension permanente à la sérénité est devenu indispensable après des années de maltraitance, qui avaient engendré exaspération et repli sur soi.

Mais le changement annoncé - et tant attendu - ne peut se limiter à cela. Si la concertation ne doit plus être une simple formalité vide de sens, mais un élément d'élaboration collective des évolutions, elle ne résoudra pas à elle seule tous les maux de notre système éducatif.

Les Personnels témoignent de leur volonté de changement. C'est notamment le cas pour les Personnels Enseignants et d'Education, comme le montrent les premiers résultats de l'enquête « **Exigeants pour le changement** » réalisée par le **SE-UNSA**. Leurs réponses établissent un cahier des charges précis de leurs attentes prioritaires.

Réhabiliter la pédagogie, reconstruire la formation et redessiner les missions des professeurs, retravailler les programmes et revitaliser le socle commun, reformater les rythmes scolaires, revitaliser le métier d'enseignant sont des enjeux majeurs.

C'est vrai aussi pour l'ensemble des autres catégories ! Les Personnels Administratifs par exemple, qui espèrent des créations de postes au budget 2013 et des mesures concrètes concernant l'équité de leur gestion. Ou les médecins de l'Education Nationale qui envisagent plus sereinement le renouveau de la médecine scolaire, les nouvelles perspectives professionnelles devant favoriser une véritable politique de recrutement.

Mais la confiance ne se décrète pas, elle se construit. Le nouveau Gouvernement sera jugé non sur des promesses ou des discours, mais sur des actes.

La crise est profonde et le chantier de la refondation lancé en juin doit impérativement mettre enfin sur les rails l'École du XXIe siècle.

.../...

Certes, il faudra de la détermination et du courage politique pour le conduire dans la durée parce qu'il bousculera inévitablement des habitudes et chahutera les conservateurs de tout poil pour qui les mots «pédagogie» ou «démocratisation» sont des repoussoirs. Il en faudra d'autant plus que le contexte économique accorde peu de marges de manœuvre.

Pour l'**UNSA Education**, il n'est plus temps de tergiverser. Nous ne manquerons pas ce rendez-vous de la refondation de l'École de la République parce qu'il est crucial.

L'**UNSA Education** mettra donc toute son énergie pour que ce projet permette enfin la réussite et l'insertion sociale et professionnelle de chaque jeune qu'elle appelle de ses vœux.